

16 avril 2010 08h26 | Par **Bernard Broustet**

Bercy tente d'éteindre l'incendie à l'usine First de Blanquefort

Alors que la direction évoque le risque d'un plan social et que 200 à 300 salariés ont cessé le travail hier à Blanquefort, le ministère de l'Économie tente de trouver des financements de substitution.



Tandis que les nuages s'amoncellent chez First où 200 à 300 salariés ont débrayé spontanément hier pour manifester leur inquiétude, Bercy essaie de sauver le dossier du naufrage. Dans un courrier qui devait partir hier, Christine Lagarde a promis que le ministère de l'Économie ferait le nécessaire pour que 20 millions de prêt soient en tout état de cause débloqués d'ici la fin de l'année afin de financer l'achat de machines nécessaires à la diversification dans la fabrication des grandes couronnes d'éoliennes. Reste à savoir si cet engagement suffira à éviter les dégâts économiques et à prévenir un nouvel embrasement social à Blanquefort.

Pour une bonne partie des quelque 1 500 salariés de FAI, et notamment pour ceux de l'équipe d'après-midi, la journée d'hier a bien mal commencé : les intéressés ont en effet reçu à leur domicile une lettre plutôt sombre signée de Laurent Dudyck, président de l'entreprise. Dans ce courrier, le patron du site rappelait que les négociations engagées sous l'égide du médiateur du crédit pour le

financement du projet Atlas (couronnes d'éoliennes) n'avaient toujours pas abouti. Dans ces conditions, il indiquait que FAI envisageait de ne plus pouvoir maintenir l'intégralité de l'effectif aujourd'hui présent sur le site au-delà de 2010.

À l'heure de la relève, en tout début d'après-midi, ces informations angoissantes ont engendré une effervescence compréhensible : 200 à 300 salariés ont refusé de commencer le travail et se sont rendus dans le bâtiment de la direction avant qu'une réunion de masse spontanée ne se tienne en présence du DRH Dominique Billaud. Une occasion pour certains des représentants syndicaux de rappeler qu'ils souhaitent dans cette affaire voir toutes les parties prenantes prendre leurs responsabilités, à commencer par Ford et l'actionnaire HZ.

20 millions à la fin de l'année

Un peu plus tard dans l'après-midi, Bercy, dont on attendait depuis plusieurs jours une prise de position, annonçait une disposition éventuellement susceptible de déminer le terrain. Très schématiquement, le ministère de l'Économie propose de se substituer au membre du pool bancaire qui refuse toujours obstinément de participer au financement du projet Atlas et dont on a tout lieu de penser qu'il s'agit du Crédit mutuel. Si ce blocage persistait, le ministère de l'Économie s'engage à apporter, peut-être sous forme de prêt du Trésor, sa quote-part au « tour de table » de 20 millions en principe partagée avec quatre banques (d'après nos informations, la Société générale, BNP Paribas, le Groupe Caisse d'épargne et le Groupe Crédit agricole).

Selon Bercy, ces 20 millions seraient disponibles à la fin de l'année pour contribuer à l'achat de machines dont FAI a besoin pour fabriquer les grandes couronnes d'éoliennes et pour ce qui est du financement du bâtiment, dont la maîtrise d'ouvrage sera en principe assurée par la société d'économie mixte Route des lasers, il serait acquis sans qu'il soit besoin de contribution publique.

Reste à savoir si cette annonce suffira à convaincre FAI et ses actionnaires allemands de se lancer dans une opération pour laquelle ils réclamaient au départ 40 millions de prêt bancaire. En tout cas, si la situation ne se débloque pas rapidement, tout laisse craindre une catastrophe sociale dont le peu transparent et peu prodigue HZ Holding, actionnaire de la firme depuis l'an dernier, risquerait de partager la responsabilité avec Ford qui lui a cédé le site.